

ROBERT ARNAL & FILS

A l'attention de Vincent ALIAS

14 rue André Allar, 13 015 Marseille

Lyon, le 26 mars 2018

OBJET : ANCIENNE ROUTE DE GRENOBLE – SAINT-PRIEST 69 – ATTESTATION (ART. L 556-1 ET 556-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT ET VERSION FINALE DE LA NORME NF X 31-620-2 REVISEE

Le présent document tend à répondre aux prescriptions du Code de l'Environnement (Art 566-1 et 566-2) en terme d'attestation à joindre aux demandes de permis de construire (PC) ou d'aménager dans les secteurs d'information sur les sols (SIS) ou au second changement d'usage (loi ALUR). Conformément aux prescriptions de la norme NF X 31-620-2 révisée, l'attestation doit être fournie au format réglementaire en vigueur, renseignée et signée. En revanche, le formalisme réglementaire n'étant à ce jour pas entériné, ERG ENVIRONNEMENT propose la présente note.

L'objectif de l'attestation est de garantir que le projet d'aménagement ou de construction prend correctement en compte l'état de pollution du sol.

1 –REFERENCES DES DOCUMENTS PORTES A CONNAISSANCE

Intitulé	Émetteur	Date	Nb de page / de Pièce	Commentaires
Documents du permis de construire				
PERMIS DE CONSTRUIRE	ARCHITECTE Deric Fourie Architecture	28/11/2017	51/1	Document PDF transmis par mail par Monsieur Vincent ALIAS
COURRIER DE LA COMMUNE DE SAINT-PRIEST OBJET : PERMIS DE CONSTRUIRE – DEMANDE DE PIECES COMPLEMENTAIRES	Mairie de Saint- Priest	27/12/2017	2/1	
Diagnostics environnementaux				
Étude historique et documentaire et diagnostic environnemental des milieux sol et gaz de sol – référéncé 18LES011Aa - 41949	ERG ENVIRONNEMENT	26/03/2018	172/1	Document PDF complet avec annexes

2 – CADRE NORMATIF

La présente mission a pour base normative le document **NF X-31-620-2** : La codification de la présente mission au sens de la norme dans sa version révisée (*) est pour les offres globales de prestations :

CODE	OFFRES GLOBALES DE PRESTATIONS	OBJECTIFS	CONTENU/RENDU MINIMUM SAUF SPECIFICATIONS PARTICULIERES DU CLIENT
ATTES			<p>- L 556-1 du code de l'environnement</p> <p>Sans préjudice des articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1, sur les terrains ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues par ces mêmes articles, lorsqu'un usage différent est ultérieurement envisagé, le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage doit définir des mesures de gestion de la pollution des sols et les mettre en œuvre afin d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et la protection de la sécurité, de la santé ou de la salubrité publiques, l'agriculture et l'environnement au regard du nouvel usage projeté.</p> <p>Ces mesures de gestion de la pollution sont définies en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts, des inconvénients et avantages des mesures envisagées. Le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage fait attester de cette mise en œuvre par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, conformément à une norme définie par arrêté du ministre chargé de l'environnement, ou équivalent. Le cas échéant, cette attestation est jointe au dossier de demande de permis de construire ou d'aménager.</p> <p>- L 556-2 du code de l'environnement</p> <p>Les projets de construction ou de lotissement prévus dans un secteur d'information sur les sols tel que prévu à l'article L. 125-6 font l'objet d'une étude des sols afin d'établir les mesures de gestion de la pollution à mettre en œuvre pour assurer la compatibilité entre l'usage futur et l'état des sols.</p> <p>Pour les projets soumis à permis de construire ou d'aménager, le maître d'ouvrage fournit dans le dossier de demande de permis une attestation garantissant la réalisation de cette étude des sols et de sa prise en compte dans la conception du projet de construction ou de lotissement. Cette attestation doit être établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, conformément à une norme définie par arrêté du ministre chargé de l'environnement, ou équivalent.</p> <p>L'attestation n'est pas requise lors du dépôt de la demande de permis d'aménager par une personne ayant qualité pour bénéficier de l'expropriation pour cause d'utilité publique, dès lors que l'opération de lotissement a donné lieu à la publication d'une déclaration d'utilité publique.</p> <p>L'attestation n'est pas requise lors du dépôt de la demande de permis de construire, lorsque la construction projetée est située dans le périmètre d'un lotissement autorisé ayant fait l'objet d'une demande comportant une attestation garantissant la réalisation d'une étude des sols et sa prise en compte dans la conception du projet d'aménagement.</p> <p>L'étude de sol prévue par les dispositions législatives ci-dessus correspond à la prestation globale Plan de Gestion (PG).</p> <p>Trois configurations de prestation sont envisageables :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cas n° 1 : Le prestataire certifié qui délivre l'attestation a réalisé le plan de gestion adossé au projet de construction ou d'aménagement, - Cas n° 2 : Le prestataire certifié délivre l'attestation, mais le plan de gestion adossé au projet de construction ou d'aménagement a été réalisé par un autre bureau d'études certifié. - Cas n° 3 : Le prestataire certifié délivre l'attestation, mais le plan de gestion adossé au projet de construction ou d'aménagement a été réalisé par un autre prestataire non certifié. <p>Pour ces 3 cas, le maître d'ouvrage (MOA) doit fournir au prestataire réalisant ATTES une notice reprenant les éléments techniques présentant les dispositions constructives et d'aménagement du projet, à savoir,</p> <ol style="list-style-type: none"> Les mesures de gestion de la pollution retenues, parmi celles proposées, en conclusion du plan de gestion. Zone bâtie : <ul style="list-style-type: none"> Typologie constructive du bâtiment (présence de vide sanitaire, sous-sol ou non, pas, caractéristiques de la dalle de fondation : dalle portée/radier, épaisseur de dalle), ... Caractéristiques du bâtiment : taux de ventilation des locaux, volume des pièces, cuvelage, présence de puits canadiens... Zone non bâtie : <ul style="list-style-type: none"> Présence de revêtement ou pas (recouvrement par épaisseur de terre, qualité des remblais ou matériaux d'apport, épaisseur de dalle, bitume...). <p>Pour les cas 2 et 3, en plus des éléments mentionnés ci-dessus, le maître d'ouvrage (MOA) doit fournir la totalité des livrables requis dans le cadre d'un plan de gestion (PG).</p> <p>Le cas retenu par ERG ENVIRONNEMENT (BET en Sites et Sols Pollués certifié LNE sur les Domaines A et B sous le numéro 24244, délivré le 30 janvier 2017 et valable jusqu'au 04 octobre 2018 par le laboratoire national de métrologie et d'essais, organisme accrédité par le COFRAC) dans le cadre de la mise en place de bâtiments de stockage modulaires Ancienne route de Grenoble à Saint-Priest est le Cas N°1. En effet, ERG ENVIRONNEMENT a réalisé l'étude de diagnostic et est certifié LNE sous le numéro 24244 (à la date de réalisation du diagnostic).</p>

CODE	OFFRES GLOBALES DE PRESTATIONS	OBJECTIFS	CONTENU/RENDU MINIMUM SAUF SPECIFICATIONS PARTICULIERES DU CLIENT
ATTES Cas N°1	Attestation à joindre aux demandes de permis de construire (PC) ou d'aménager dans les secteurs d'information sur les sols (SIS) ou au second changement d'usage (loi ALUR)	Garantir que le projet d'aménagement ou de construction prend correctement en compte l'état de pollution du sol	<p>Prestation devant comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vérification de l'adéquation entre la notice technique du MOA et les hypothèses et recommandations du plan de gestion ; - un bilan des évolutions méthodologiques, réglementaires et législatives intervenues entre la réalisation du plan de gestion et l'aboutissement du projet de construction ou d'aménagement et l'analyse de l'incidence de ces évolutions sur les préconisations formulées en conclusion du PG. <p>Si ces évolutions sont de nature à devoir renforcer les mesures de gestion proposées, le plan de gestion doit être modifié en conséquence. La mise à jour du plan de gestion n'entre pas dans le champ de la prestation ATTES. L'attestation se base sur cette nouvelle version du Plan de Gestion.</p>

3 - VERIFICATION DE LA REALISATION D'ETUDES DES SOLS POUR S'ASSURER DE LA COMPATIBILITE ENTRE L'USAGE FUTUR ET L'ETAT DES SOLS

Dans le cadre du projet de la mise en place de bâtiments de stockage modulaires de la société RESOTAINER, à la demande de la société ROBERT ARNAL & FILS, ERG ENVIRONNEMENT (bureau d'études certifié LNE – domaine A - Certificat n°24244) a réalisé en conformité avec la circulaire du 8 février 2007 :

- en février / mars 2018, une étude historique et documentaire ;
- en mars 2018, un diagnostic des sols et des gaz du sol au droit du site étudié et du futur projet à SAINT-PRIEST (69).

4 - VERIFICATION DE L'ADEQUATION ENTRE LE PROJET ET LES HYPOTHESES ET RECOMMANDATIONS DES ETUDES DE SOL

4.1 –HYPOTHESES ET RECOMMANDATIONS DES ETUDES DE SOL

Le diagnostic environnemental réalisé par ERG ENVIRONNEMENT (référéncé 18LES011Aa-41949) en date du 26 mars 2018, au droit du futur projet a conclu sur la base des résultats des investigations de sol et de gaz du sol, que le site sera compatible avec un usage futur de type tertiaire (bâtiments de stockage modulaires) sans réserve.

4.2 – PROJET D'AMENAGEMENT – DOCUMENTS TECHNIQUES DU MAITRE D'OUVRAGE

Le projet d'aménagement correspond à la mise en place de bâtiments de stockage modulaires sur enrobé (revêtement imperméable). Un bassin d'infiltration des eaux pluviales est prévu en partie nord-ouest du site.

4.3 – ADEQUATION ENTRE LE PROJET ET LES HYPOTHESES ET RECOMMANDATIONS DU PLAN DE GESTION

L'usage futur du site est conforme à l'usage retenu dans le rapport d'ERG ENVIRONNEMENT (18LES011Aa-41949). Aucune recommandation / préconisation n'est énoncée.

Le projet d'aménagement actuel pour lequel la présente attestation est rédigée, intègre bien les données de l'état du sous-sol.

Le site sera donc compatible avec son usage futur tel que défini dans le présent permis de construire.

5 - BILAN DES EVOLUTIONS METHODOLOGIQUES, REGLEMENTAIRES ET LEGISLATIVES

Aucune évolution notable n'est intervenue entre la réalisation du diagnostic environnemental et l'aboutissement du projet de construction ou d'aménagement.

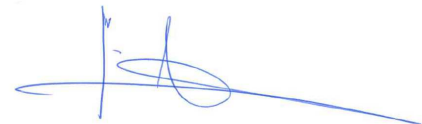
6 – CONCLUSIONS

En l'absence de problématique mise en évidence sur le site dans les sols et les gaz de sol, aucune préconisation particulière n'est formulée par ERG ENVIRONNEMENT.

Par conséquent, ERG ENVIRONNEMENT atteste que le maitre d'ouvrage peut mettre en œuvre son projet de mise en place de bâtiments de stockage modulaires sur une surface en enrobé sans contre-indication particulière.

ERG ENVIRONNEMENT atteste que le maitre d'ouvrage a pris en compte les mesures de gestion de la pollution des sols nécessaire dans la conception de son projet.

Mathilde ECOUELLAN
Ingénieure d'études



Sébastien RENAUD
Superviseur

